

Atelier de partage et d'apprentissage sur l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)

24 mai 2015

Dakar - Sénégal



Table des matières :

Introduction.....	2
Identification des priorités.....	2
Durabilité.....	3
Suivi.....	6
Marketing de l'assainissement.....	7
Ce qui n'a pas été abordé.....	8
Innovations.....	9
Recherches en cours.....	9
Conclusion et remerciements.....	10
Annexe.....	10

1. Introduction :

Le 24 mai, le Centre de Connaissances sur l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) de l'IDS et le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) ont organisé un « atelier de partage et d'apprentissage sur l'ATPC » à Dakar au Sénégal, en préambule de la 4^e Conférence AfricanSan. La rencontre a rassemblé plus de 90 acteurs de terrain et consultants WASH provenant d'ONG, d'organismes internationaux, de gouvernements et d'instituts de recherche basés dans 21 pays différents. Une liste complète des participants figure dans l'Annexe 1. La séance a été animée par Robert Chambers et Petra Bongartz (du centre de connaissances sur l'ATPC de l'IDS), avec l'assistance d'interprètes, ce qui a permis aux intervenants tant francophones qu'anglophones de participer.

À leur arrivée, les participants ont été invités à examiner plusieurs tableaux, et il leur a été demandé de fournir des informations sur une série de sujets :

- leur niveau d'expérience dans l'ATPC
- les difficultés rencontrées avec l'ATPC
- des alternatives au cadre logique et aux outils de gestion axés sur les résultats
- des informations sur leur politique nationale relative à l'ATPC, les dates cibles d'éradication de la défécation à l'air libre dans leurs pays et le nom du ministère responsable de l'ATPC/l'assainissement
- le nombre de communautés où des activités de déclenchement ont été organisées et le nombre de communautés qui ont mis fin à la défécation à l'air libre
- des idées et/ou des expériences des décideurs politiques chargés de la sensibilisation
- des informations sur les recherches liées à l'ATPC
- des idées pour instaurer la durabilité du statut FDAL
- les modifications qu'ils souhaiteraient apporter au Guide ATPC
- les innovations qu'ils ont à partager

Toutes les informations recueillies figurent à l'Annexe 2.

La séance a démarré par un certain nombre d'activités visant à briser la glace, afin de permettre aux participants de faire connaissance. L'une de ces activités consistait à demander aux participants de se placer sur une ligne pour indiquer leur niveau d'expérience dans l'ATPC. À un bout de la salle, se tenaient ceux pour qui le sujet était nouveau et, à l'autre bout, ceux qui avaient participé à des activités de déclenchement dans plusieurs villages. Une personne a indiqué qu'elle avait mené des activités de déclenchement ATPC dans plus de 300 villages.

2. Identification des priorités

Il a été demandé aux participants d'écrire sur des cartes individuelles trois questions prioritaires dont ils souhaiteraient le plus discuter. Toutes les cartes figurent à l'Annexe 3. Les domaines prioritaires suivants ont été identifiés :

- durabilité de la technologie
- durabilité sociale et changement des comportements collectifs
- durabilité des institutions – y compris les relations post-FDAL
- situation post-FDAL
- suivi
- finance
- marketing de l'assainissement

- ceux qui ont le moins de capacités/les plus vulnérables
- l'ATPC dans les zones urbaines
- vérification
- processus de l'ATPC
- lavage des mains et hygiène
- comparaisons internationales
- mise à échelle de la qualité

3. Durabilité

Les thèmes les plus appréciés ont été ceux de 3 aspects de la durabilité : le social, le technologique et l'institutionnel. Les groupes constitués ont été répartis entre les anglophones et les francophones, ce qui a permis de créer un total de six groupes. Il leur a été demandé de réfléchir sur les difficultés et les solutions relatives à la durabilité et d'en discuter, puis d'en soumettre un compte rendu au groupe.



Photos : Les groupes discutent des différents aspects de la durabilité

Durabilité sociale

Difficultés :

- Compte tenu des taux de rechute et de régression, nous ne sommes toujours pas certains de la marche à suivre pour soutenir les communautés qui ont mis fin à la défécation à l'air libre.
- Savons-nous même si les communautés avaient déjà mis fin à la défécation à l'air libre ? Savons-nous si les activités de déclenchement y ont été menées de manière appropriée ? Quelles définitions ont été utilisées ?
- Du fait que la plupart des activités s'appuient sur des projets, lorsque les financements touchent à leur fin, il n'y a plus aucun suivi.

- Un suivi post-FDAL nécessite des structures locales en place pour la poursuite des activités à la fin d'un projet.
- En raison de leur qualité, les latrines sont difficiles à entretenir – il est nécessaire d'impliquer plus de techniciens, d'ingénieurs et de maçons. Les compétences doivent être transférées à la communauté.
- La faiblesse du niveau d'appropriation qui résulte de l'insuffisance de la mise en œuvre nécessite une plus grande implication des structures locales et communautaires.

Solutions :

- Les critères de vérification du statut FDAL doivent être harmonisés et cohérents.
- Il faut poursuivre les activités de suivi après un projet et les maintenir après l'accomplissement de l'éradication de la défécation à l'air libre.
- Une approche en plusieurs phases/étapes pourrait être une solution. Si les critères de vérification du statut FDAL sont excessifs, il faut les décomposer en tranches réalisables, mais toujours ambitieuses. L'objectif doit consister à gravir les échelons de l'échelle d'assainissement et d'hygiène et à s'assurer du suivi de la qualité de l'eau et de la gestion des déchets solides. « FDAL + » et « FDAL extra » en sont des exemples.
- Utiliser un suivi participatif. Il devra être différent selon les contextes. Il pourrait bénéficier de la participation de leaders naturels, de champions communautaires et/ou de leaders traditionnels.
- Il faut promouvoir les innovations technologiques développées dans la communauté en impliquant les techniciens, les artisans et les maçons. Les programmes doivent permettre de transférer différentes compétences à la communauté.
- Améliorer la qualité de la mise en œuvre et de la facilitation des projets.
- Tenter d'impliquer les structures locales et de mobiliser les mécanismes et ressources disponibles au niveau local, comme les écoles, les associations et/ou les comités WASH/ATPC.

Durabilité technologique

Difficultés :

- Il n'y a pas suffisamment de solutions technologiques adaptées à des environnements spécifiques.
- Les communautés manquent de matériaux et d'équipements appropriés et peu coûteux
- Les équipements ne sont pas conformes aux indicateurs du Programme de suivi conjoint, ce qui signifie qu'ils ne seront pas pris en compte dans l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Solutions :

- Les solutions doivent être conçues pour tenir compte des réalités physiques et sociales et de manière à ce que toute la population, y compris les pauvres, puisse y accéder.
- Former les artisans locaux dans chaque communauté.
- Impliquer les communautés dans la conception de technologies appropriées – elles peuvent ensuite prendre en compte les conditions du terrain, les coûts, les conditions environnementales, etc.
- Une fois que les communautés ont mis fin à la défécation à l'air libre, faire appel aux programmes de subventions existants pour améliorer les latrines.
- Relier la technologie au micro financement et accéder aux fonds.

Durabilité des institutions :

Difficultés :

- Manque de volonté et d'action politiques et engagement inadéquat pour mettre en place l'ATPC, même lorsqu'il fait partie de la politique nationale en matière d'assainissement.
- Manque de stratégies nationales en matière d'assainissement et d'hygiène.
- Manque de compréhension concernant l'ATPC et la politique relative à l'ATPC à tous les niveaux du gouvernement et de la part des donateurs.
- Les parties prenantes et ceux qui travaillent sur la question sont dispersés.
- Plaidoyer inadéquat. Peu de faits concrets pour convaincre les décideurs politiques.
- Manque de moyens des gouvernements.

Solutions :

- Coordonner et harmoniser les activités.
- Le gouvernement national doit consacrer des budgets à l'ATPC.
- Développer une compréhension plus approfondie de l'ATPC au sein du gouvernement.
- Les problèmes et les solutions doivent être identifiés pour chaque pays.
- Le rôle et la responsabilité du gouvernement doivent être clairement définis.
- Le développement d'un plan stratégique/d'une feuille de route pourrait aider les gouvernements à mieux comprendre ce qui a été entrepris pour susciter un sentiment d'appropriation plus important.



Photo : Un group présente ses conclusions au reste des participants

Après les différentes présentations, une discussion a été organisée en séance plénière, au cours de laquelle les points clés suivants ont été soulevés :

La durabilité **institutionnelle** est essentielle. Un engagement solide de la part du gouvernement est nécessaire. Il faut aussi qu'il existe des faits concrets pour soutenir les activités de plaidoyer.

La **période qui suit l'éradication de la défécation à l'air libre** est importante, et les programmes doivent inclure d'autres activités. L'ATPC ne doit pas être considéré comme une approche isolée, mais comme une amorce.

Les **artisans locaux** sont importants. Ils doivent être formés pour construire des latrines de qualité. Les subventions pourraient être utilisées pour les artisans et les maçons.

Un **déclenchement de qualité élevée** est important pour la durabilité sociale.

Les **critères** de vérification du statut FDAL doivent s'appuyer sur la contamination par les matières fécales.

Une **appropriation de la communauté** est nécessaire et doit impliquer les femmes, les jeunes et les comités. On ne peut pas s'appuyer sur les programmes. Il a été suggéré que les personnes vivant sur place pourraient être impliquées dans les activités de déclenchement et de suivi, ce qui réduirait le chômage dans la région. Cela permettrait également d'assurer un suivi pendant plus longtemps.

Il faut créer des liens entre **l'assainissement et l'agriculture**. Nous devons envisager une approche intégrée en faveur de l'assainissement qui comprend les secteurs de l'économie, de l'éducation et de la culture.

La **culture** a également un impact. Dans certaines cultures conservatrices en Afrique, les hommes et les femmes ne sont pas autorisés à utiliser les mêmes installations. Au final, les hommes utilisent les latrines, et les femmes vont encore dans les buissons. L'ATPC doit en tenir compte.

Le dernier point a été souligné par Robert Chambers, qui a parlé du compromis entre la quantité et la qualité, du problème de ciblage des donateurs et de la durabilité institutionnelle comme étant les considérations primordiales, l'adhésion du gouvernement à l'objectif devant être obtenu à tout prix.

Séance de l'après-midi :

Dans l'après-midi, les questions relatives au **suivi** et au **marketing de l'assainissement** ont fait l'objet de discussions en séance plénière. Une technique d'observation a été employée. Il a été demandé à trois personnes ayant des questions de s'asseoir au centre du groupe, les autres participants dans la salle répondant alors aux questions. Les personnes assises au centre pouvaient aller et venir comme bon leur semblait.

4. Suivi

Question 1 : Quelle stratégie devons-nous mettre en œuvre pour nous assurer d'un accomplissement durable du projet et d'un suivi par l'État après le départ des ONG ?

- Une participation et une appropriation adéquates des communautés locales sont importantes. Nous devons nous assurer que les personnes vivant sur place disposent des compétences nécessaires pour entreprendre un suivi à long terme.
- Au **Sénégal**, les autorités gouvernementales sont impliquées dès le début du processus. Leurs représentants participent aux comités d'orientation et les ONG locales organisent des réunions régulières avec eux. Le rôle des autorités gouvernementales va bien plus loin qu'une simple participation aux cérémonies de clôture.
- Un appui supplémentaire est nécessaire pour le gouvernement local, dont le volume de travail est souvent substantiel.

Question 2 : Malgré un suivi efficace de la part des ONG, le suivi au niveau national n'est pas très probant. Comment soutenons-nous ces systèmes nationaux ? Comment pouvons-nous nous assurer qu'ils sont appréciés et utilisés ?

Des données sont disponibles dans certains pays, mais leur qualité est médiocre. Peu de contrôles sont menés sur la fiabilité et, parfois, beaucoup d'ensembles de données provenant de sources différentes sont en conflit. Personne ne vérifie la date. Les gens sont débordés et n'ont pas le temps.

- Des structures sont nécessaires pour que les ONG puissent travailler ensemble et intégrer les données dans un système national centralisé. Il faut un responsable de la coordination en matière de collecte des données.
- Il faut un ministère responsable auquel les ONG peuvent soumettre les données.
- À **Madagascar**, une base de données a été mise en place dans un ministère pour intégrer les données de vérification de tous les acteurs. Les informations sur le nombre de latrines et les activités de suivi entreprises sont recueillies.
- Au **Nigéria**, il faudrait des institutions qui mènent un suivi au niveau du gouvernement fédéral, des gouvernements des États et des administrations locales. Les données pourraient ensuite être intégrées chaque mois à ces 3 niveaux. Ainsi, il serait possible d'identifier rapidement les conflits et les défaillances, et d'y remédier.
- La **Zambie** utilise actuellement la technologie Mobile-to-Web dans 29 districts. Des bénévoles locaux dans l'ensemble du pays mènent des activités de déclenchement et saisissent les données sur des téléphones mobiles. Le gouvernement est ensuite chargé d'interpréter les données. Il est possible d'analyser les données et de déterminer les domaines où des efforts sont nécessaires. Cela contribue également à relever le niveau d'appropriation. Le système est automatisé, avec l'envoi de courriels et de SMS mensuels. Il est présumé que le système en place est durable et que le ministère peut facilement le prendre en charge.
- Le **Burkina Faso** a été confronté au problème qui résulte du fait que différents acteurs de l'ATPC menaient tous des activités de suivi et d'évaluation différentes et disposaient tous de leurs propres chiffres. Des initiatives sont en cours pour harmoniser la structure de suivi et pour s'assurer que les données sont transférées des communautés aux autorités. Diverses stratégies ont été proposées par différents acteurs qui travaillent avec le ministère de la Santé.
- Au **Kenya**, les activités de suivi sont nouvelles dans un certain nombre de comtés. La procédure est en cours de normalisation avec le Centre d'assainissement du Kenya, en dispensant des formations dans différents pays.

5. Marketing de l'assainissement

Question 1 : Comment pouvons-nous continuer à confier aux personnes vivant sur place la conception de toilettes pour leurs communautés, tout en nous assurant qu'elles sont hygiéniques, durables et sûres ?

- Intégrer l'ATPC et le marketing de l'assainissement dès le début et trouver des solutions d'assainissement peu coûteuses.
- L'**Érythrée** dispose de personnes qui promeuvent le WASH et sont responsables de 20 ménages. Elles présentent différents choix de latrines aux ménages, et ceux-ci peuvent choisir celui qui leur convient le mieux.

Le marketing de l'assainissement a fait l'objet d'une discussion plus générale, au cours de laquelle différentes questions ont été posées et les problèmes concernant le marketing de l'assainissement ont été identifiés. Les aspects suivants ont été abordés :

- Il est difficile d'améliorer le niveau d'assainissement dans les zones rurales - existe-t-il un modèle de marketing de l'assainissement applicable à grande échelle ?
- Au **Cambodge**, le marketing de l'assainissement vise à faire de l'argent. Notre objectif consiste-t-il à enrichir une poignée de personnes ? Les gens veulent faire le plus d'argent possible, et ils cherchent plutôt à vendre des latrines coûtant 40 \$ plutôt que 5 \$.
- En **Tanzanie**, le marketing de l'assainissement cherche à modifier les comportements tout en étant lucratif - mais le marketing ne sera efficace que s'il répond aux besoins des gens.
- Les recherches menées par le **Programme pour l'eau et l'assainissement** ont indiqué que les gens souhaitaient des latrines d'aspect moderne. Pourtant, aucun entrepreneur n'a investi dans le développement d'une cuve en plastique ou dans des activités de recherche et de développement. Le Programme a alors pris en charge les coûts de développement initiaux et a mis les technologies à la disposition des entrepreneurs.
- La plupart des zones reculées pour lesquelles un type différent de stratégie de marketing de l'assainissement pourrait être nécessaire sont confrontées à des difficultés dans la mise de solutions abordables provenant des communautés elles-mêmes à la disposition des plus pauvres.
- Il est nécessaire de mener des activités de déclenchement parallèlement au marketing de l'assainissement. Il faudrait pouvoir déterminer les types de produits dont nous avons besoin et identifier ceux qui sont adaptés.

La nécessité de **recherches plus formatives** a été identifiée pour deux sujets en particulier :

- a. Il est nécessaire de déterminer ce que veulent les gens et ce qu'ils estiment être acceptable. Les enseignements que nous avons récemment tirés en matière de durabilité ont modifié l'environnement opérationnel. Devons-nous réfléchir davantage à ce qui est nécessaire après des activités de déclenchement pour développer des technologies plus durables que celles qui ont été utilisées auparavant ?
 - b. L'exécution par phases des activités est également une question qui nécessite qu'on y prête attention. Avons-nous tendance à mener des activités de marketing de l'assainissement un peu tard dans le processus ? Le marketing de l'assainissement et l'ATPC vont-ils de pair ? Le cas échéant, il faut rapidement mener des recherches à ce sujet.
6. Qu'est-ce qui n'a pas été abordé ?

Robert Chambers a présenté une courte synthèse des sujets qui ont été négligés.

- **Environnement urbain** – il s'agit d'un domaine émergent qui implique différents problèmes. Il a été demandé à ceux qui travaillent sur l'ATPC dans des zones urbaines ou qui souhaiteraient en savoir plus de contacter Jamie Myers (j.myers2@ids.ac.uk) au Centre de connaissances sur l'ATPC.
- **Vérification** – les processus de vérification nationaux ne manquent pas et, pourtant, ils ne sont pas souvent menés de façon appropriée. Plus de rigueur est nécessaire, mais pas trop, pour que ce soit réalisable.
- **Le processus ATCP** – de plus en plus d'organisations commencent à consacrer plus de temps aux activités préalables au déclenchement et à d'autres activités de planification et de préparation, et acquièrent plus d'expérience pour déterminer ce qui peut être accompli.
- **Lavage des mains et hygiène** – un outil utilisé pour sensibiliser au lavage des mains a été décrit : un animateur demande à quelqu'un de lui serrer la main, puis il met les mains sur son pantalon et se gratte le derrière. Il propose ensuite de serrer à nouveau la main, ce que les membres de la communauté sont enclins à refuser. L'animateur demande alors pourquoi ils

ont refusé, ce qui, selon eux, se trouve sur la main, et quelles mesures il faudrait prendre pour qu'ils soient à nouveau disposés à serrer la main.

- **Comparaisons internationales**
- **Mise à l'échelle de la qualité** – les financements dépendent de plus en plus de l'atteinte de cibles qui pourraient avoir un effet induit sur la qualité.
- **Ceux qui ont le moins de capacités** – il y a des problèmes d'accessibilité économique et de solidarité sociale. Nous devons étudier les types de soutiens financiers.

6. Innovations

Éthiopie : Plan Ethiopie a établi des liens entre l'ATPC et les groupes d'épargne et de prêts dans les villages

Cambodge : Actuellement, le programme du Fonds mondial pour l'assainissement (GSF) au Cambodge met en place une subvention d'apprentissage. L'objectif consiste à recueillir les connaissances en temps réel et à les mettre à la disposition de toutes les parties prenantes. La subvention comprendra des mesures contractuelles incitatives pour que les partenaires à la mise en œuvre puissent apprendre et partager les enseignements aux étapes clés de la mise en œuvre de programmes et de plans de mises à grande échelle. L'idée consiste à développer un système d'apprentissage actif et rapide.

7. Recherches en cours

Madagascar : En 2014, des visites ont été organisées dans les communautés où des activités de déclenchement avaient été menées en 2012. Une approche qualitative a été adoptée pour recueillir les informations sur la valeur qui a été ajoutée à la communauté. La publication du rapport est prévue dans deux mois.

Érythrée : Une étude de durabilité du statut FDAL est en cours. Sur 586 villages qui, en 2015, avaient mis fin à la défécation à l'air libre, 110 ont été sélectionnés pour en contrôler le statut actuel. 1 638 ménages ont été impliqués. Les informations recueillies examinent le processus. Qu'est-ce qui a été accompli ? Quels outils de déclenchement ont été utilisés ? Recueillir également des données sur les types de latrines que veulent les gens et sur le prix qu'ils sont prêts à payer. Des informations sur les effondrements de latrines sont actuellement recueillies. Dans combien de ménages les latrines se sont-elles effondrées, combien de fois, à combien se montent les frais de remplacement et quelles raisons justifient l'amélioration des latrines. Les données sont en cours de saisie et un rapport final est prévu pour juillet 2015.

Mali : Un essai contrôlé randomisé a été mené, dans lequel le groupe de contrôle comprenait des villages où jamais des activités de déclenchement n'avaient été organisées, et le groupe d'intervention comprenait des villages où des déclenchements avaient déjà été menés. 35 % des ménages dans le groupe de contrôle avaient accès à des toilettes, contre 65 % des ménages où des activités de déclenchement avaient déjà eu lieu. Les niveaux de contamination par l'eau ou les cas de diarrhées étaient pratiquement identiques entre les deux groupes, mais le groupe d'intervention affichait 22 % de moins de cas de retard de croissance, ce qui indique bien un effet sur l'entéropathie environnementale. En outre, les villages qui ont adopté l'ATPC étaient bien plus propres. Un travail de développement technologique est en cours pour identifier, à partir d'excréments, si les enfants souffrent d'entéropathie environnementale, ce qui signifie que nous devons mieux comprendre la prévalence de l'entéropathie environnementale au cours des deux prochaines années.

8. Conclusion et remerciements

L'avant-dernière activité de la journée était un discours de Kamal Kar, qui a souligné que la plupart des pays d'Afrique ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement en matière d'assainissement. Il a présenté son outil, le Protocole d'évaluation rapide de l'ATPC (CRAP), que la Fondation CLTS et l'UNICEF développent actuellement. L'outil est conçu pour assurer la qualité du processus de mise à l'échelle.

Pour finir, il a été demandé aux participants quels messages ils retenaient de la journée. Les réponses étaient les suivantes :

- la nécessité d'un déclenchement au niveau des institutions
- la nécessité de procéder lentement et sûrement
- l'importance d'impliquer les autorités et l'administration locale
- il y a beaucoup d'acteurs à impliquer
- un examen des échecs permettrait de mieux comprendre l'inclusion
- sur le plan de la santé, les interventions en matière d'ATPC ont notamment un effet sur les cas de retard de croissance
- un vaste réseau de personnes travaille sur les mêmes sujets
- il existe des outils de sensibilisation au lavage des mains
- les investissements effectués en leaders naturels
- la collecte de données et leur intégration au niveau national sont importantes
- les rapports sur les résultats probants doivent comporter plus d'intégrité et présenter des taux de réussite plus clairs
- la documentation des expériences est importante
- la durabilité des institutions est essentielle pour maintenir le mouvement.

La séance s'est terminée avec des remerciements adressés aux interprètes, aux animateurs et aux participants pour tout le travail qui a été accompli pendant la journée.

9. Annexes

Annexe 1 :

Liste des participants

Nom	Courriel	Organisation	Pays	Présent(e) ?
Abdoulaye Niakar Ndiane		Direction de l'Assainissement	Sénégal	Oui
Adama Sy	adamasy@agetip.sn	Coordinateur du programme du GSF au Sénégal	Sénégal	Oui
Akuzike Tauzi	akuziketauzi@yahoo.com	Ministère de la Santé et de la Population (Gouvernement du Malawi)	Malawi	Oui
Alain TOSSOUNON	tossounon@gmail.com	WASH-JN	BÉNIN	Oui
Amadou Gueye	gueyemica@yahoo.fr	L'Association des Jeunes Professionnelles de l'Eau et l'Assainissement du Sénégal	Sénégal	Oui
Amal Amoune Naal	Amal.Amoune-Naal@wsscc.org	WSSCC	Suisse	Oui

Amsalu Negussie	Amsalu.Negussie@plan-international.org	Plan International / GSF	Malawi	Oui
Amy Tiwari	atiwari@akros.com	Akros Global Health	Zambie	Oui
Andrés Hueso	AndresHueso@wateraid.org	WaterAid	Royaume-Uni	Oui
Andy Robinson	andyroxhat@me.com	Consultant indépendant	France	Oui
Baba Coulibaly	coulibalybab@gmail.com	WSSCC	Sénégal	Oui
Cheikh Aliou Beye	beyecheikhaliou@gmail.com	Eau Vie Environnement (EVE)	Sénégal	Oui
Clarence Momoh		LWSC	Liberia	Oui
Daniel Kurao	Daniel.Kurao@Amref.org	AMREF	Kenya	Oui
David Ibuyat	davidibuyat@gmail.com	Fonds pour l'assainissement en Ouganda - Ministère de la santé	Ouganda	Oui
Dembo Fatty	dembo80@yahoo.com	UNICEF	Gambie	Oui
Eddy Perez	eddyperetz1209@gmail.com	Consultant indépendant	États-Unis	Oui
Emma Mbalame	emmambalame@gmail.com	Ministère de l'Irrigation et du Développement de l'Eau (Gouvernement du Malawi)	Malawi	Oui
Emmanuel Ayigah	EAYigah@plancanada.ca	Plan International Canada	Canada	Oui
Emmanuel Diatta	emmanueldiatta@yahoo.fr	Service régional de l'assainissement de Sédhiou	Sénégal	Oui
Fanomeza Rija Lalanirina	frijalalanirina@gmail.com	Directeur du FAA (Programme du GSF), MCDI	Madagascar	Oui
Fatou Fall Ndoye	fatou.ndoye@exp.sn	Agence EXP	Sénégal	Oui
Fode Abou Camara	fodeabou@yahoo.fr	Water and Sanitation for Africa (WSA)	Sénégal	Oui
Franck Bouvet		WSSCC	Genève	Oui
Gamou Fall	aminatagamoufall@yahoo.fr	Coordinateur de l'Agence de mise en œuvre du GSF/SÉNÉGAL dans le département de Goudiry	Sénégal	Oui
Gashaw Kebede	Gashaw.Kebede@plan-international.org	Plan International	Éthiopie	Oui
George Karyah		LINNK	Liberia	Oui
George Yap	GYap@plancanada.ca	Plan International Canada	Canada	Oui
Georgette Emilie Sagna	emiliegeorgettes@gmail.com	Eau Vie Environnement	Sénégal	Oui

Hakim Hadjel	Hakim.Hadjel@wsscc.org	Équipe 1 chargée du portefeuille du WSSCC/GSF	Suisse	Oui
Idrissa Sane	didisqne@gmail.com	soleil wash jn	Sénégal	Oui
Ismaila Ndiaye	iso.drame@yahoo.fr	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Sénégal	Oui
James Kiyimba		WaterAid	Ouganda	Oui
Jamie Myers	j.myers2@ids.ac.uk	Institute of Development Studies	Royaume-Uni	Oui
Jane Bevan	jbevan1@worldbank.org	Programme pour l'eau et l'assainissement (WSP)	Inde	Oui
Japhet M. Jackson	japhetj@yahoo.com	Initiatives de développement social et économique de Tanzanie (SEDI)	Tanzanie	Oui
John Kumeh		Réseau de presse WASH	Sénégal	Oui
Jonathan Wordsworth		Ministère de l'Intérieur	Liberia	Oui
Joséa Ratsirarson	jratsirarson@moov.mg	Représentant national du MCDI	Madagascar	Oui
Julia		UNICEF	Liberia	Oui
Lavinia Di Francesco		Université d'Accra		Oui
Loretta Roberts	lroberts@unicef.org	UNICEF	Ghana	Oui
Lydia Mcharo	Lydia.Mcharo@plan-international.org	Plan International	Tanzanie	Oui
Maguette Diop	maxista3@gmail.com	Eau Vie Environnement	Sénégal	Oui
Mangara Mamady Thiam	msatamba@yahoo.fr	Superviseur MSA/GSF Sénégal GOUDIRY	Sénégal	Oui
Marie Adama Carlos	maridior@yahoo.fr	Superviseuse des districts de Kédougou et Goudiry dans le cadre du programme du GSF au Sénégal	Sénégal	Oui
Mary Namwebe	mnamwebe@yahoo.co.nz	Goal	Ouganda	Oui
Mathew Okello	Mathew.Okello@practicalaction.or.ke	Practical Action	Kenya	Oui
Matilda Jerneck	matilda.jerneck@wsscc.org	Équipe 3 chargées du portefeuille du GSF		Oui
Matius		GSF		Oui
Matt Bond	mattbond@fhdesigns.com.au	FH Designs	Australie	Oui
Mayuri Bhattacharjee	mayuri.b.cltsfoundation@gmail.com	Fondation CLTS	Inde	Oui
Michèle Rasamison Andriambahiny	mrasmison@yahoo.fr	Fonds d'appui pour l'assainissement (FAA)/GSF Madagascar	Madagascar	Oui

Moussa NDIAYE	ndiayessa99@gmail.com		Sénégal	Oui
Musa Drammeh	mdrammeh@unicef.org	UNICEF	Gambie	Oui
Muslimat Sanni Anibire	sannianibire@yahoo.com	Ministère du Développement rural de l'État de Lagos	Nigéria	Oui
Nanpet Chuktu	Nanpet.Chuktu@concern-universal.org	Concern Universal/ GSF	Nigéria	Oui
Naomi Vernon	n.vernon@ids.ac.uk	Institute of Development Studies	Royaume-Uni	Oui
Ndèye Meïssa Diouf	mdiouf@agetip.sn	GSF	Sénégal	Oui
Nyanzobe Malimi	Nyanzobe.Malimi@plan-international.org	Plan Tanzanie	Tanzanie	Oui
Oliver Nsikhe Okon	Oliver.Okon@concern-universal.org	Concern Universal / GSF	Nigéria	Oui
Omar Sene	omar.sene@yahoo.fr	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Sénégal	Oui
Patrick Echi Emori	patrickemori@yahoo.com	Agence d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales (Rural Water Supply and Sanitation Agency)	Nigéria	Oui
Petra Bongartz	p.bongartz@ids.ac.uk	Institute of Development Studies	Afrique du Sud	Oui
Preetha Prabhakaran	preethapb@gmail.com	Fondation CLTS	Inde	Oui
Rabetokotany Rivosoa	jratsirarson@moov.mg	Chef de Projet FAA (Programme du GSF), Association Inter-coopération de Madagascar	Madagascar	Oui
Rafael Catalla	Rafael.Catalla@plan-international.org	Programme du GSF au Cambodge	Cambodge	Oui
Ramisetty Murali		FANSA	INDE	Oui
Randriamahaleo Andrianajaina	jratsirarson@moov.mg	Consultant en ATCP, SAF-FJKM	Madagascar	Oui
Robert Chambers	r.chambers@ids.ac.uk	Institute of Development Studies	Royaume-Uni	Oui
Rokhaya Cissé	rcisse@agetip.sn	Agence d'Exécution des travaux d'intérêt public (AGETIP)	Sénégal	Oui
Rwamwanja Ezron		Ministère de la Santé	Ouganda	Oui

Salihu Lonis	abdusalihu@yahoo.com	Ministère des Ressources en eau	Nigéria	Oui
Samuel Kiiza	Samuel.Kiiza@plan-international.org	Plan International	Ouganda	Oui
Selemani Abdi Yondu	seleabdi1@gmail.com	Conseil du district de Bahi	Tanzanie	Oui
Serigne Ndame Dione	serignedamed@yahoo.fr	Service régional de l'Assainissement de Tambacounda	Sénégal	Oui
Seydou Nourou Koïta	seydoukoita@hotmail.com		Sénégal	Oui
Shabani Chilezi	Twitty.Munkhondia@plan-international.org	Représentant communautaire	Malawi	Oui
Simon Msukwa	simon.msukwa@wsscc.org	Équipe 2 chargées du portefeuille du GSF		Oui
Siny Séne	sinysene85@yahoo.com	Département de l'Assainissement	Sénégal	Oui
Souleymane Fall	fallonkajuniorfall@gmail.com	Assistant auprès du Service régional de l'Assainissement de Tambacounda	Sénégal	Oui
Sow Ibrahima Aly		WHEPSA	Sénégal	Oui
Sue Cavill	suecavill@hotmail.com	Consultante indépendante	Royaume-Uni	Oui
Tata Venance	tata_ssenv@yahoo.fr	Ministère de la Santé publique	Madagascar	Oui
Timothy Chieshe		Agence d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales (Rural Water Supply and Sanitation Agency)	Nigéria	Oui
Tosin Kolade	tosinaj2001@yahoo.com	Agence de presse du Nigéria	Nigéria	Oui
Twitty Munkhondia	Twitty.Munkhondia@plan-international.org	Plan International	Malawi	Oui
Vincent Ouma	Vincent.Ouma@Amref.org	AMREF	Kenya	Oui
Yirgalem Solomon	yisolomon@unicef.org	UNICEF	Érythrée	Oui
Deepak Sanan	deepak_sanana@hotmail.com	Fondation CLTS	Inde	Oui
Kamal Kar	kamalkar@yahoo.com	Fondation CLTS	Inde	Oui
Ababacar Mbaye	mbye_ababacar@yahoo.fr	Conseiller technique du ministre, Ministère de l'Assainissement du Sénégal	Sénégal	

Abdoulaye Senghor	marsenghor@yahoo.fr	Chef du Service régional de l'Assainissement de Saint Louis	Sénégal	
Achille Kangni	kachillea@yahoo.fr	Ministère de la Santé	Bénin	
Adiouma Ndongue	adiou11@hotmail.fr	Eau Vie Environnement	Sénégal	
Alassane Beye	alassanebeye61@hotmail.com	Chef du Service régional d'Assainissement de Dakar / Point focal du GSF au Sénégal	Sénégal	
Ann Thomas	anthomas@unicef.org	UNICEF	Kenya	
Bassa Diawara	bassadiawara@yahoo.fr	CASADES	Sénégal	
Coumba Thiam	coumba@mediacomsenegal.com	Mediacom	Sénégal	
David Shimkus	David.Shimkus@wsscc.org	Directeur du programme du GSF		
Diamanka Souleymane	sdiamanka@usaid-yaajeende.org	Programme de développement agricole et nutritionnel pour la sécurité alimentaire au Sénégal (USAID/YAAJEENDE)	Sénégal	
Fatou Sy	fatou.sy@mediacomsenegal.com	Mediacom	Sénégal	
Fode Boubou Konate		HYGIASS	Sénégal	
Ibrahima NDIAYE		L'Assainissement Tambacounda SÉNÉGAL		
Ismaila Drame				
Konate Fodé	nishiyama.noriyuki@ehcjp.com	Projet de la coopération japonaise, JICA	Sénégal	
Mohamed Zourkaleini	mohamed@mediacomsenegal.com	Mediacom	Sénégal	
Nishiyama Noriyuki	nishiyama.noriyuki@ehcjp.com	Projet de la coopération japonaise, JICA	Sénégal	
Saliou Sy	saliou@agetip.sn	Superviseur du district de Matam dans le cadre du GSF au Sénégal	Sénégal	
Smorden Tomoka	Smorden.Tomoka@concern-universal.org	Concern Universal	Malawi	

Annexe 2 :

Réponses recueillies des tableaux sur les murs

Niveaux d'expérience de l'ATPC des participants

	Pratique	Gestion de programme	Politique	Recherches/Connaissances
Élevé	5	10	8	2
	8	4	4	3
Moyen	6	4	2	2
	2	2	2	2
Bas	0	3	0	2
	5	6	10	9

Les difficultés rencontrées avec l'ATPC

Difficultés	Pays
Manque de technologies de latrines abordables dans les environnements difficiles	Cambodge
La vision de FDAL à l'échelle nationale d'ici à 2018 n'est pas encore accompagnée de ressources appropriées	Madagascar
Suivi dans de grands villages	Tanzanie
Contrôle et suivi	Gambie
Suivi	Kenya
Qualité et durabilité de certaines latrines – suivi	Sénégal
Contrôle et suivi	Liberia
Absence d'un protocole d'ATPC national	Ouganda
Durabilité du statut FDAL	
Mécanisme de suivi Cadre global de la stratégie nationale + guide	Sénégal
Durabilité du statut FDAL et gestion des latrines destinées aux gens de passages.	Éthiopie

Alternatives au cadre logique et aux outils de gestion axés sur les résultats

Aucune réponse

Politique, dates cibles et ministère responsable

Pays	L'ATPC est-il la politique nationale en matière d'assainissement ?	Y-t-il une date cible d'éradication de la défécation à l'air libre à l'échelle nationale ? Quelle année ?	Quel ministère est chargé de l'ATPC/l'assainissement
Cameroun	Directives ATPC nationales	Non	Ministère du Développement rural
Madagascar	Oui	FDAL à l'échelle nationale d'ici à 2018	Ministère de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement
Gambie	Oui	2016	Santé, eau et gouvernement local

Tanzanie	Oui (projet)		Ministère de la Santé et du Bien-être social
Kenya	Oui	2020	Ministère de la Santé
Sénégal	Oui	Non	Assainissement
Érythrée	Oui	Non	Ministère de la Santé
Éthiopie	Oui	Non	Ministère de la Santé

Activités de déclenchement et communautés déclarées FDAL

Pays	Nombre de communautés où un déclenchement a eu lieu	Nombre de communautés déclarées FDAL
Cambodge (GSF-CRSHIP)	1 804 (mars 2015)	443 (mars 2015)
Madagascar (GSF)	12 600 (déc. 2014)	10 944 (déc. 2014)
Gambie	1 055	703
GSF Sénégal	879	471
Érythrée	867	610
Éthiopie	713	681
Nigéria (GSF)	732	339

Comment sensibiliser les décideurs politiques

Idées/Expériences pour sensibiliser les décideurs politiques	Commentaires
Aucune réponse	

Recherches liées à l'ATPC

Contact	Sujet	Pays	Organisation responsable	Période	Étape – accomplie / en cours ?
Joséa – GSF Madagascar jratsiratson@moov.mg	Valeur ajoutée de gouvernance locale dans la pérennisation de changements de comportement en ATPC	Madagascar	Université de Nancy/France		En cours
Yirgalem – UNICEF Érythrée et M. Zemui (min. de la Santé)	Étude sur la durabilité du statut FDAL en Érythrée	Érythrée	Ministère de la Santé et UNICEF Érythrée	La collecte de données est terminée et le rapport final sera publié fin 2015	Fin juillet 2015
Robert Chambers	Impact de l'ATPC	Mali	UNICEF/Gates	Terminé	Terminé

Des idées pour instaurer la durabilité du statut FDAL

Technique/physique	Changement des comportements collectifs et des normes sociales	Environnement, institutions, politiques (etc.) favorables
	Changement des comportements et des normes sociales	Environnement, institutions, politiques (etc.) favorables
	Qualité de mise en œuvre de l'ATPC +++ Activités de déclenchement de qualité	L'ATPC doit être stipulé dans la politique nationale relative à l'assainissement
	Application de l'éradication de la défécation à l'air libre par la communauté	Capacité de l'organe de mise en œuvre et compréhension du changement de comportement qui est important
		Législation

Si vous deviez rédiger aujourd'hui le Guide ATPC de 2008, quels changements ou ajouts y apporteriez-vous ?

• À ajouter : comment aller à l'échelle géographique
• Changement de politique sans subventions
• Suivi post-FDAL++
• Outils pour la sensibilisation au lavage des mains
• ATPC plus – 2 ^{eme} niveau
• Durabilité
• Gestion des matières fécales des enfants
• Suivi après certification
• Déclenchement des communautés urbaines/semi-urbaines

Innovations pour un partage de 2 minutes

Nom	Innovation
Robert	Instant Cat
Joséa (GSF Madagascar)	Déclenchement institutionnel
Gashaw Kebede Ethiopia, Plan International	Les établissements d'épargne et de prêts dans les villages sont utilisés pour le déclenchement de l'ATPC. Ils proposent des épargnes utilisées pour des prêts et s'impliquent dans des activités génératrices de revenus, comme la plantation de semis et le marketing de l'assainissement pour améliorer les constructions des latrines
Rafael/Hakim	Subvention d'apprentissage (GSF Cambodge)

Annexe 3 : Cartes prioritaires

Durabilité sociale	Durabilité - technologie	Durabilité des institutions	Marketing de l'assainissement	Zones urbaines	Vérification -	Processus	Lavage des mains et hygiène	Comparaison internationale	Ceux qui ont le moins de capacités
Durabilité du statut FDAL ?	Innovations technologiques participatives	Durabilité du statut FDAL	Formation des maçons à quel moment	Exemples de programmes ATPC en zones périurbaines	Vérification et certification FDAL dans les zones urbaines	Aspects à prendre en compte pour renouveler les activités de déclenchement dans les communautés	Lavage des mains et hygiène	Mise à échelle de la qualité	Comment atteignons-nous les personnes pauvres et vulnérables avec des solutions durables
Pérennisation des acquis	Latrines institutionnelles, latrines dans les lieux publics, qui les financent dans les communautés déclarées FDAL	Manque de cohérence institutionnelle dans les pays où l'ATPC est une politique nationale	Comment et où le marketing de l'assainissement doit-il être séquencé dans le processus ATPC ?	L'ATPC dans les zones urbaines et semi-urbaines Latrines institutionnelles dans les lieux publics	ATPC – normes différentes pour la déclaration FDAL	Application de l'ATPC	Outil de lavage des mains dans le déclenchement de l'ATPC	Mise à échelle de la qualité	L'ATPC et les personnes vulnérables
Durabilité du statut FDAL X	Durabilité des ouvrages construits par les communautés	Coordination	Marketing de l'assainissement	Expérience de l'ATPC en milieu périurbain	Assurance, qualité, vérification, et traçabilité des données générées par l'ATPC à grande échelle	Comment mener à bien des activités de déclenchement dans les villages qui comptent beaucoup de communautés	Amélioration du renforcement des pratiques de lavage des mains	Taux de réussite FDAL en Afrique	Application de l'ATPC pour éduquer les communautés les plus désavantagées/marginalisées
Changement des comportements collectifs	Stratégies d'amélioration des latrines basiques dans le cadre de l'ATPC	Durabilité du statut FDAL	Marketing de l'assainissement – comme vecteur de pérennisation de l'ATPC	Les pauvres dans les zones urbaines	Définition du statut FDAL	Qualité de la formation	Promotion du lavage des mains – déclenchement	Comparaison entre l'ATPC à grande échelle et la facilitation de la qualité	ATPC les types de handicap
Pérennisation du statut FDAL	L'ATPC dans les institutions (écoles, centre de fanti de base, églises)	Sur le déclenchement du gouvernement pour une meilleure prise en charge de l'ATPC	Marketing de l'assainissement (échelle de l'assainissement)	L'ATPC dans les centres urbains	Quels sont les besoins minimums pour qu'un pays puisse mettre fin à la défécation à l'air libre ?	Informations complémentaires : -d'enfant à enfant -déclenchement -approche de la durabilité	Lavage des mains durable	Stratégie pour une meilleure appropriation de l'ATPC par les communautés, etc.	
Durabilité du statut FDAL	Comment travailler sur la durabilité des latrines	Comment stimuler l'ATPC lorsque l'État a une politique contradictoire	Intégration de l'ATPC et marketing de l'assainissement	Approche urbaine	Critères FDAL universels ou non ?	L'ATPC dans les grands villages/petites villes, et garantie d'une bonne qualité	Promotion de l'hygiène post-FDAL	Mise à échelle de l'ATPC – Instaurer FDAL dans de vastes régions	
Pérennisation du statut FDAL	Qualité et durabilité des latrines basiques	Tout retard dans la réponse de l'État après un déclenchement réussi représente un obstacle dans les processus de changement	Marketing de l'assainissement	Subvention ou non dans les zones urbaines	La politique FDAL nationale diffère du GSF en termes de politique à employer pour la vérification	Apprendre les principes de base de l'ATPC		Maintien de la qualité de la facilitation de l'ATPC	
Durabilité du statut FDAL	Durabilité des latrines/quelle action	Durabilité du statut FDAL	Quand introduire des systèmes de conception	Définition de la défécation à l'air libre dans les zones urbaines	Quelle procédure, quels acteurs pour la certification ?	Innovation dans la conception et les directives des programmes			
Durabilité de l'ATPC	Technologie accessible pour des environnements difficiles	Comment réussir un déclenchement institutionnel		L'ATPC dans les zones urbaines et semi-urbaines Latrines institutionnelles	Certification FDAL des villages et statut FDAL durable ?	Que doivent faire les communautés immédiatement après le déclenchement ?			

				dans les lieux publics – qui les finance dans les zones déclarées FDAL ?					
Comment aideriez-vous une communauté à maintenir son statut FDAL ?	Progresser dans l'échelle	Durabilité du statut FDAL		Les pauvres des zones urbaines	Variation des outils de vérification du statut FDAL	Quelle approche de l'ATPC pour que les communautés dont le taux FDAL est de 98 % après déclenchement atteignent un taux de 100 % ?			
Durabilité de l'ATPC dans son ensemble comme approche	Durabilité du statut FDAL en Afrique (toilettes durables et investissement du gouvernement)	Déclenchement institutionnel pour un changement durable des comportements		L'ATPC dans les zones urbaines	Rationalisation des procédures de vérification du statut FDAL	Mesure du changement des normes sociales			
		Coordination		L'ATPC dans les zones urbaines	Vérification – statut FDAL – pratiques existantes, innovations	Quelles sont les nouvelles stratégies pour un ATPC réussi ?			
		Comment réussir un déclenchement institutionnel ?		Approche urbaine		L'ATPC dans les communautés qui vivent près de fleuves, de forêts et dans les communautés nomades			
		Pérennisation institutionnelle		L'ATPC dans les zones périurbaines		Comment intégrons-nous les résultats des activités de déclenchement pour les hommes, les femmes et les enfants quand les activités sont menées séparément dans le cadre de réunions de déclenchement au sein des communautés - Nigéria			
		Durabilité du statut FDAL				Étapes du déclenchement de l'ATPC – les femmes en tant que facteurs de réussite			

		Développement des institutions pour l'ATPC à grande échelle							
--	--	---	--	--	--	--	--	--	--